

*Questions orales***L'EMPLOI**

## ON DEMANDE LA NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE

**M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka):** Madame le Président, lundi dernier, un communiqué émanant du bureau du ministre de l'Emploi et de l'Immigration annonçait que la semaine du 1<sup>er</sup> au 7 novembre serait la semaine des carrières au Canada.

Il est regrettable qu'en ce moment où le niveau général de chômage dépasse 1.25 million, où le nombre de Canadiens découragés qui ont renoncé à chercher du travail est censé avoir augmenté d'environ 95 p. 100 en un an, où la majorité de ceux qui voudraient travailler au Canada ne songent pas à une carrière mais simplement à un emploi, à un salaire—n'importe quoi—d'avoir à dire au ministre qu'il rêve en couleurs, qu'il se berce d'illusions et qu'il s'amuse à construire des châteaux en Espagne.

Je propose donc, appuyé par le député de Timiskaming (M. MacDougall):

Que la Chambre prie le premier ministre de remplacer le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et de confier ce poste à quelqu'un qui est au moins conscient de ce qui se passe autour de lui au Canada.

**Mme le Président:** Cette motion obtient-elle le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

d'assistés sociaux est supérieur à la moyenne et, deuxièmement, d'accroître la participation fédérale au Régime d'assistance publique du Canada dans ces provinces?

• (1425)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le chef de l'opposition a porté à notre attention un très grave problème qui touche le pays, la situation économique et sans aucun doute le bien-être de milliers de gens. Le gouvernement s'est attaqué très sérieusement à cette question la semaine dernière. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre des Finances notamment, ont exhorté le gouvernement à agir dans ce sens.

Je ne puis garantir au chef de l'opposition que nous suivrons à la lettre les recommandations du comité multipartite, mais je tiens à lui donner l'assurance que le ministre des Finances s'occupera de ce problème aujourd'hui même et que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration prendra à son tour les mesures qui s'imposent ultérieurement.

**M. Clark:** Madame le Président, c'est le premier ministre qui a l'habitude d'attirer l'attention sur les problèmes. Pour ma part, j'ai rappelé deux solutions précises qu'un comité multipartite de la Chambre a proposées à l'unanimité. Il serait temps que le premier ministre cesse de signaler les problèmes et commence à y chercher des solutions précises.

\* \* \*

**LES FINANCES**

## LES DÉDUCTIONS POUR AMORTISSEMENT—DEMANDE DE MODIFICATION DES DISPOSITIONS DU BUDGET

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Je vais, si vous le voulez bien, faire une autre proposition précise et constructive au premier ministre pour voir quelle va être sa réaction. Il sait très certainement que les dispositions du budget présenté par son gouvernement ont contribué à l'exode de capitaux de plusieurs milliards de dollars et à la perte de centaines de milliers d'emplois. Étant donné la gravité du chômage attribuable à sa politique, le premier ministre acceptera-t-il de modifier les dispositions du budget concernant les déductions pour amortissement afin de créer des emplois et de stimuler la croissance?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le chef de l'opposition a mal compris ma réponse. Je ne voulais pas simplement dire que j'étais au courant des problèmes qu'il avait soulevés. J'ai dit par ailleurs, en termes suffisamment clairs il me semble, que le ministre des Finances et son collègue de l'Emploi et de l'Immigration allaient proposer des solutions à ces problèmes. J'ai fait remarquer par ailleurs qu'elles ne correspondraient peut-être pas à celles que le chef de l'opposition recommande, mais nous aurons, il le sait, l'occasion d'en débattre. Je lui promets que si les solutions qu'il propose sont préférables aux nôtres, nous les adopterons et nous lui saurons gré de sa coopération.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ASSISTANCE SOCIALE**

## LES RECOMMANDATIONS D'UN COMITÉ MULTIPARTITE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre, lequel doit savoir que d'ici neuf mois, plus de 600,000 chômeurs n'auront plus droit aux prestations d'assurance-chômage et seront obligés de devenir des assistés sociaux ou de prendre d'autres mesures extrêmes. Le premier ministre doit savoir également qu'aujourd'hui, comme chacun des autres jours du mois en cours, 175 Canadiens sont déjà obligés de s'adresser à l'assistance sociale parce qu'ils n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage.

Le premier ministre a parlé dernièrement de collaboration. Il doit être au courant du rapport sur les relations fédérales-provinciales en matière de fiscalité au Canada, rapport préparé par un comité multipartite. Dans un esprit de collaboration et en vue d'aider les Canadiens dans le besoin, le premier ministre va-t-il accepter maintenant d'adopter les recommandations de ce comité, en vue premièrement de constituer un fonds spécial pour la création d'emplois dans les provinces où le nombre